



## **POUR DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES ET DU POINT D'INDICE, POUR LE DROIT AU TRAVAIL TOUTES ET TOUS DANS LA RUE LE 17 MARS 2022**

Les salarié·es du secteur public comme privé, les retraité·es, notamment les jeunes, partagent toutes et tous une même priorité face à l'augmentation du coût de la vie : il faut augmenter les salaires, les pensions, les allocations et les bourses étudiantes.

Beaucoup ont exprimé leurs exigences en se mobilisant, ces dernières semaines, dans leur entreprise, leur service, leur branche professionnelle.

Ainsi en est-il des personnels des services publics, à l'instar de celles et ceux de l'éducation nationale, des soignant·es, des travailleuses et travailleurs sociaux... De nombreux débrayages, lors des négociations annuelles obligatoires (NAO), dans les secteurs notamment industriels ont permis également des avancées à l'échelle des entreprises. Tout au long du mois de janvier, les différentes professions et la jeunesse ont su se mobiliser ensemble pour défendre les salaires et l'emploi dans beaucoup de localités. Plus de 150 000 manifestant·es, de nombreux secteurs professionnels ont débrayé, la question sociale et salariale s'ancre dans le quotidien des salarié·es dans les entreprises et les services.

La jeunesse est, elle aussi, confrontée à une grande précarité de vie et de travail et à la pauvreté. En décembre 2021, l'inflation en France a atteint 2,8% sur un an.

Près de la moitié provient directement de l'augmentation du prix de l'énergie (carburants, électricité, gaz). En effet, l'énergie a vu son prix augmenter de 18,6%. Il y a également une augmentation importante des prix des produits alimentaires de première nécessité.

Force est de constater que l'évolution des revenus par rapport à l'inflation est déterminante. C'est un levier essentiel pour maintenir le pouvoir d'achat des ménages et agir sur la répartition entre les revenus du capital et du travail ; les entreprises cherchant, en effet, même dans le contexte de la pandémie, à augmenter leurs profits.

L'enjeu majeur est donc de combattre la stagnation des salaires plus que d'agir sporadiquement sur l'évolution des prix.

Dans nos secteurs d'activités, la baisse permanente des salaires est liée aux politiques patronales lors des NAO. Les équilibres qui ont prévalu lors de la signature des conventions collectives sont rompus depuis des années. Nos niveaux de vie baissent avec nos salaires. Dans ce décor, la guerre en Ukraine menée par Poutine va faire exploser l'inflation par les hausses de prix. Selon les prévisions, ce seront entre 3 et 5% dans les prochains mois.

À cela s'ajoutent les difficultés d'emploi et de travail dues à la pandémie, les jauges, les interdictions et annulations. Bien des professionnel·les sont confronté·es à une véritable baisse du niveau de vie, sans compter la crise de l'emploi et les difficultés de bénéficier des droits sociaux.

La guerre et l'inflation vont également impacter les budgets loisirs, spectacle, culture rendant les fréquentation des spectacles, des cinémas aléatoires et entraînant de nouvelles annulations.

- Il faut une revalorisation immédiate de l'ensemble des salaires dans le secteur privé et des traitements dans la fonction publique, en commençant par les plus bas salaires.
- Il faut renégocier les salaires dans les conventions collectives pour revenir aux équilibres ayant amené aux signatures.
- Il faut un plan d'urgence pour soutenir l'emploi direct et les droits sociaux.

### **Amène ton monde ! Toutes et tous dans la rue jeudi 17 mars !**

La CGT Spectacle a déposé [un préavis de grève](#) pour que tou·tes les salarié·es puissent participer à cette mobilisation.

Pour Paris IDF, le rdv sera communiqué rapidement, et sur nos sites et réseaux sociaux.

[En régions](#), rapprochez-vous des Unions Départementales et des syndicats.

Paris, le 02/03/2022

